

# ÉVITER LA PROCHAINE CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

L'UNION EUROPÉENNE ET LA JUSTICE ALIMENTAIRE DANS UN MONDE AUX RESSOURCES LIMITÉES

[www.oxfam.org/cultivons](http://www.oxfam.org/cultivons)

**CULTIVONS**  
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE



Plantation sur un « *camellone* » à Loma Suarez, Bolivie. © Mark Chilvers/Oxfam

Les prix mondiaux des denrées alimentaires devraient plus que doubler d'ici 20 ans tandis qu'une nouvelle crise annonce la fin du système alimentaire mondial tel que nous le connaissons aujourd'hui. Ces hausses de prix vont pousser des millions d'individus dans la pauvreté, dans un monde où, d'ors et déjà, un individu sur sept, ne mange pas à sa faim. En tant que première économie mondiale, plus grand donateur d'aide publique au développement au monde et en raison de son ambition de se positionner en chef de file de la lutte contre le changement climatique, l'Union Européenne (UE) a un rôle important à jouer pour garantir la justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées. La présente Note d'Information Oxfam met en avant les mesures que devraient prendre l'UE pour répondre à ce défi sans précédent. Elle est publiée à l'occasion du lancement de CULTIVONS, la nouvelle campagne globale d'Oxfam, qui entend transformer la manière dont nous cultivons, partageons et vivons ensemble, afin que chacun d'entre nous ait assez à manger, toujours.

Dans un monde qui produit suffisamment d'aliments pour nourrir tout le monde, comment se fait-il que tant de personnes – une sur sept – ne mangent pas à leur faim ?

CULTIVONS, la nouvelle campagne mondiale d'Oxfam, cherche à répondre à cette question. CULTIVONS entend transformer la manière dont nous cultivons, partageons et vivons ensemble. CULTIVONS exposera au grand jour les manquements des gouvernements et les intérêts commerciaux puissants qui contribuent à perpétuer un système alimentaire défaillant. Ceci mène tout droit le monde, à son insu, vers un recul, sans précédent mais évitable, en matière de développement humain.

Les signaux d'alarmes sont pourtant clairs. Nous sommes entrés dans une période de crise: flambée des prix des denrées alimentaires et hausse vertigineuse du cours du pétrole; compétition acharnée pour l'accès à la terre et à l'eau; changement climatique insidieux. En 2008, la flambée des prix des denrées alimentaires a poussé 100 millions d'individus dans la pauvreté. Depuis juin 2010, l'augmentation des prix a engendré les mêmes conséquences pour 44 millions d'individus supplémentaires – soit presque l'équivalent de l'ensemble de la population espagnole. Derrière ces statistiques choquantes se cachent des millions d'histoires individuelles tragiques, marquées par la souffrance. Les familles tentent, tant bien que mal, de s'adapter à l'envolée des prix des produits alimentaires et s'endettent tant et si bien qu'elles n'ont plus d'argent pour envoyer leurs enfants à l'école ou les soigner lorsqu'ils tombent malades. Ces crises qui se manifestent par des hausses de prix subites – et souvent mortelles – s'inscrivent dans une tendance à l'accroissement de l'instabilité alimentaire sur le long terme. De nouvelles recherches réalisées pour Oxfam et publiées dans le Rapport « **Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées** »<sup>1</sup> prédisent que le cours mondial des denrées alimentaires aura plus que doublé d'ici 20 ans. Nous faisons face aujourd'hui à des défis sans précédents.

L'Union Européenne (UE) a été l'un des premiers acteurs d'envergure mondiale à réagir à la crise alimentaire de 2008 en augmentant son aide alimentaire d'urgence et en créant un nouveau fonds doté d'un milliard d'euros, la Facilité alimentaire, dont le but est d'aider les pays en développement à remettre leur secteur agricole sur pied. En revanche, le *Cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire*, bien que prometteur, n'a toujours pas été mis en œuvre, tandis que d'autres politiques européennes continuent à aggraver la volatilité des prix des denrées alimentaires. Les marchés financiers européens, non réglementés, récompensent par des profits faramineux les investisseurs qui spéculent sur les prix alimentaires. La politique désastreuse de l'UE en matière d'agrocarburants a d'ors et déjà provoqué plusieurs vagues d'expropriations et d'accaparement des

terres dans les pays en développement, et détourné les aliments, des assiettes, vers les réservoirs de voiture. Simultanément, l'UE traîne des pieds dans les négociations internationales sur la lutte contre le changement climatique, la plus grande menace entre toutes pour la sécurité alimentaire mondiale. En fin de compte, l'UE ne s'est pas du tout attaquée aux déséquilibres et inégalités structurels qui affectent le système alimentaire mondial.

En tant que première économie mondiale, plus grand donateur d'aide publique au développement au monde et en raison de son ambition de se positionner en chef de file de la lutte contre le changement climatique, l'UE a un rôle important à jouer pour garantir la justice alimentaire et construire une prospérité nouvelle dans un monde aux ressources limitées. Elle doit s'engager aussi bien en son propre sein qu'auprès des grandes enceintes mondiales telles que le G20, le Comité sur la Sécurité Alimentaire mondiale des Nations Unies ou la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC). L'Union Européenne a lancé récemment de grands débats qui détermineront le futur de ses politiques agricoles, commerciales et de développement et définiront les contours de son nouveau cadre financier pluriannuel. A l'amorce de la campagne CULTIVONS, Oxfam appelle l'UE à faire de la sécurité alimentaire mondiale une priorité dans tous ses domaines de compétence. Pour prouver au reste du monde sa volonté d'agir, l'UE devrait sans plus tarder :

- Combattre la spéculation sur les matières premières agricoles afin de stopper l'envolée des prix des denrées alimentaires.
- Supprimer les objectifs contraignants et les subventions destinés à promouvoir les agrocarburants, qui aggravent la volatilité des prix alimentaires et poussent à l'accaparement des terres dans les pays en développement.
- Investir davantage dans le soutien aux petites exploitations agricoles dans les pays en développement.
- Montrer l'exemple en matière de lutte contre le changement climatique et ses impacts sur la production alimentaire mondiale.

# STOPPER L'ENVOLEE DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES

*Barclays Capital, le plus grand acteur européen sur le marché des produits dérivés agricoles, aurait gagné jusqu'à 406 millions d'euros en 2010 grâce à la spéculation sur les prix des denrées alimentaires.*

## Réglementer les marchés financiers européens

Les gouvernements se soustraient à leur responsabilité de réglementer la manière dont les denrées alimentaires sont cultivées, échangées et commercialisées à travers le monde. De ce fait, une poignée d'investisseurs et d'entreprises agroalimentaires, puissants et discrets, réalisent des profits énormes tandis que des millions d'exploitants, d'ouvriers agricoles et de consommateurs souffrent de la faim et vivent dans l'extrême pauvreté. Les récoltes et les terres sont devenues une catégorie d'actifs comme les autres sur lesquels les investisseurs peuvent miser pour s'enrichir.

Dans les pays en développement, les familles pauvres dépensent jusqu'aux trois quarts de leurs revenus pour s'alimenter, ce qui les rend extrêmement vulnérables aux fluctuations soudaines des prix. Ce sont les femmes et les enfants qui sont souvent les premiers touchés lorsque les familles doivent réduire les portions alimentaires, qu'elles ont des difficultés à couvrir les frais de santé ou de scolarisation ou qu'elles sont obligées de contracter un emprunt pour survivre.<sup>2</sup> En revanche, la volatilité des prix des denrées alimentaires peut représenter une grande aubaine pour les spéculateurs. Par exemple, l'on estime que Barclays Capital, le plus grand acteur européen sur le marché des produits dérivés agricoles, aurait gagné jusqu'à 406 millions d'euros en 2010 grâce à la spéculation sur les prix des produits alimentaires.<sup>3</sup> Les investissements dans les fonds spécialisés en matières premières ont monté en flèche, passant de 11 milliards d'euros (13 milliards de livres sterling) en 2003 à 204 milliards d'euros (317 milliards de livres sterling) en 2008.<sup>4</sup>

Cette année, sur les marchés dérivés des matières premières, les producteurs et les entreprises de transformation des produits alimentaires, qui utilisent traditionnellement des produits dérivés pour se prémunir des risques et assurer la stabilité des prix, sont à nouveau mis en minorité par les investisseurs ou les spéculateurs.<sup>5</sup> Pour empêcher de nouvelles crises, les gouvernements doivent mieux gérer le système alimentaire en réglementant les marchés des matières premières devenus trop volatils.

L'on s'attend, dans les années à venir, à une forte croissance des marchés européens des produits dérivés agricoles suite à la réforme annoncée de la Politique Agricole Commune de l'UE dans un sens plus libéral. Pourtant, ces marchés européens de produits dérivés sont moins réglementés qu'aux États-Unis. Récemment, la Commission Européenne a avancé de nouvelles propositions pour renforcer la

réglementation sur les marchés des produits dérivés. Sa première proposition, le *Règlement sur les Infrastructures de marchés européennes* (EMIR), est décevante. Ce règlement vise à réglementer les produits dérivés échangés de gré à gré (dérivés OTC - « Over-the-Counter » en anglais). Malgré les promesses faites par la Commission Européenne de combattre la spéculation sur les prix des denrées alimentaires, le texte a fortement perdu de sa substance sous l'influence puissante du lobby financier. Le Parlement Européen et le Conseil de l'Europe ont aujourd'hui la responsabilité d'améliorer et de renforcer la proposition.

D'autres propositions de réglementation sont attendues dans les prochains mois. La révision de la *Directive concernant les marchés d'instruments financiers* (MiFID) revêt une importance particulière. Il est essentiel que celle-ci aboutisse à une réglementation efficace des marchés à terme de produits agricoles et des autres plateformes d'échange.<sup>6</sup>

Oxfam estime que l'Union européenne a ici l'occasion de se poser en exemple pour le reste du monde. Elle devrait saisir cette opportunité pour inscrire à l'ordre du jour du G20 la transformation des règles du jeu sur les marchés financiers afin d'éviter toute spéculation excessive sur les produits agricoles. Dans cette perspective, le nouveau cadre réglementaire de l'UE devra :

- Renforcer la transparence en imposant les mesures suivantes : l'obligation d'établir des rapports, de manière aussi immédiate que possible, sur toutes les transactions portant sur des produits dérivés de matières premières ; la catégorisation des opérateurs de marché par type d'entité réglementée et par niveau d'activité ; l'obligation de négocier tout produit dérivé suffisamment liquide sur des plateformes organisées ; l'enregistrement de tous les contrats de gré à gré (OTC) ; l'obligation de publier des rapports hebdomadaires ;
- Empêcher la spéculation excessive et les abus de marché par les mesures suivantes : l'imposition de limites de position pour tous les types de contrats dérivés et tous les intervenants, l'introduction de limites de prix temporaires et journalières et la restriction de la spéculation passive. Ces mesures devraient faire l'objet d'évaluations régulières pour s'assurer qu'elles ne nuisent pas à la fonction de gestion des risques des marchés à terme.

# L'ALIMENTATION AVANT TOUT

## Réformer la politique européenne erronée en matière d'agrocarburants

*S'il devait être effectivement atteint, l'objectif européen en matière d'agrocarburants impliquerait la conversion de 69 000 km<sup>2</sup> d'écosystèmes naturels en terres cultivées, soit une superficie plus vaste que la Belgique et les Pays-Bas réunis.*

Atteindre un objectif de 10% d'agrocarburants dans le secteur des transports au niveau mondial d'ici 2020 exposerait 140 millions de personnes supplémentaires au risque de famine. Les familles pauvres des zones urbaines et les paysans sans-terres ou vivant de l'agriculture de subsistance dans les pays en développement seraient les premiers touchés.<sup>7</sup> Pour satisfaire les seuls besoins en agrocarburants de l'Europe, il faudrait convertir jusqu'à 69 000 km<sup>2</sup> d'écosystèmes naturels en terres cultivées, soit une superficie plus vaste que la Belgique et les Pays-Bas réunis. Jusqu'à 56 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> supplémentaires seraient libérés dans l'atmosphère chaque année, ce qui correspondrait à 26 millions de voitures en plus sur les routes européennes d'ici 2020.<sup>8</sup>

La Directive européenne sur les énergies renouvelables (RED), adoptée en 2009, fixe un objectif de 10 % d'énergie renouvelable dans le secteur des transports d'ici 2020.<sup>9</sup> Selon les plans d'action soumis par les États membres de l'UE, cet objectif sera atteint presque exclusivement grâce aux agrocarburants de première génération produits à partir de cultures alimentaires.<sup>10</sup> Ceci se traduit d'ors et déjà par une vague d'expropriations et d'accaparement de terres dans les pays en développement.<sup>11</sup> Les femmes en sont les premières victimes puisque, souvent, elles ne possèdent aucun titre de propriété des terres qu'elles exploitent – des terres souvent identifiées par les gouvernements et les investisseurs comme « disponibles » pour la production de biocarburants.<sup>12</sup> Cet objectif aggrave également la volatilité des prix des produits alimentaires en créant une nouvelle source importante de demande pour les produits agricoles et en facilitant la contagion des prix entre marché des produits énergétiques et marché des denrées alimentaires.<sup>13</sup>

Coûtant de surcroît plusieurs milliards d'euros par an aux contribuables européens,<sup>14</sup> cette politique aux conséquences cauchemardesques devrait empêcher les responsables politiques européens de dormir. Pourtant la Commission européenne continue de considérer les agrocarburants comme un élément essentiel de sa stratégie en matière d'énergies renouvelables, s'appuyant sur des critères de durabilité pour masquer les tares de cette politique fondamentalement erronée. Les préoccupations soulevées par les innombrables rapports de recherche semblent n'avoir aucun effet sur la Commission, qui se dirige tout droit vers le désastre.

Oxfam estime qu'il est grand temps que les Parlementaires européens et les dirigeants des États membres de l'UE demandent à la

Commission de se remettre au travail et de réformer ses politiques défaillantes en matière d'agrocarburants. Il s'agit de:

- prendre des mesures correctives immédiates et d'introduire les modifications législatives nécessaires pour supprimer l'objectif de 10 % d'énergies renouvelables dans le secteur des transports ;
- veiller à ce que l'impact des agrocarburants sur l'environnement soit pleinement pris en compte en intégrant un coefficient élevé de changement indirect d'affectation des sols (ILUC) dans le calcul de la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour chaque type de biocarburants ;
- introduire des critères de durabilité stricts relatifs à la sécurité alimentaire, à l'accès à la terre et à l'eau, aux droits humains et au droit au consentement préalable libre et éclairé des communautés locales dans les pays en développement.<sup>15</sup>

# INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

*En 2009, l'aide européenne destinée à l'agriculture dans les pays en développement (1,45 milliards d'euros) était 16 fois inférieure au chiffre d'affaires net de la société Louis Dreyfus – le plus grand négociant européen de matières premières agricoles (25 milliards d'euros).<sup>16</sup>*

## Soutenir efficacement les petits producteurs

La faim et la pauvreté touchent principalement les régions rurales des pays en développement. Investir dans les 500 millions de petits exploitants agricoles, qui nourrissent près de deux milliards de personnes, représente la meilleure solution pour stimuler la production alimentaire, renforcer la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité. Pendant de nombreuses années, l'agriculture dans les pays en voie de développement a été complètement négligée. Ceci a conduit à ce que de nombreux petits exploitants, ne produisant plus que le minimum vital, soient à peine en mesure de nourrir leur famille. La situation semble enfin changer. Certains bailleurs de fonds et gouvernements montrent un intérêt renouvelé pour l'investissement dans le secteur agricole.<sup>17</sup> Toutefois, les donateurs ne respectent pas tous leurs engagements. Il ne s'agit pas seulement d'augmenter l'aide, mais également de l'améliorer en accordant la priorité à l'agriculture durable à petite échelle et en particulier aux femmes.

Ces dernières années, l'Europe a pris des mesures en faveur de la sécurité alimentaire en investissant dans l'agriculture. Lors de la crise alimentaire de 2008, l'UE a créé la Facilité alimentaire, un fonds doté d'un milliard d'euros, en vue d'investir dans le secteur agricole d'un certain nombre de pays particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire. En 2010, l'UE a proposé un nouveau Cadre politique sur la sécurité alimentaire qui met en avant l'appui à l'agriculture écologique à petite échelle et aux plans de développement nationaux et régionaux,<sup>18</sup> tout en apportant un appui politique et financier au Comité sur la Sécurité Alimentaire (CSA) des Nations Unies.

Cependant, les débats sur l'avenir de la politique européenne de développement risquent de mettre à néant les progrès effectués ces dernières années.<sup>19</sup> L'attention grandissante portée par la Commission européenne à la croissance ne profitera aux plus pauvres que si elle s'accompagne d'investissements effectués pour assurer une croissance inclusive et durable. La Commission semble vouloir promouvoir l'utilisation de prêts couplés aux dons et envisage un rôle accru pour la Banque Européenne d'Investissement. Le risque est grand que les activités moins rentables et les petits exploitants agricoles pauvres plus difficilement atteignables ne bénéficient pas des investissements nécessaires pour lutter contre la pauvreté.

C'est maintenant que l'Union européenne doit faire les bons choix. Sa vision du développement agricole doit se centrer avant tout sur la sécurité alimentaire et l'appui à l'agriculture durable à petite échelle, plutôt que sur les intérêts commerciaux de son propre secteur privé. Oxfam appelle l'UE à prendre les mesures suivantes:



- arrêter un plan d'action ambitieux aux objectifs mesurables de mise en œuvre du Cadre stratégique de l'UE pour la sécurité alimentaire ; ce plan devrait définir des actions précises pour renforcer la résilience des petits exploitants, en particulier des femmes, et stimuler la participation de la société civile aux décisions et à la mise en œuvre des programmes ;
- faire de l'appui à l'agriculture durable à petite échelle un élément central de sa future politique de développement, en accordant une attention toute particulière aux femmes. Les nouveaux mécanismes combinant prêts et dons ne doivent pas entraîner un déclin du soutien aux petits agriculteurs, ni une réduction de l'importance donnée à l'éradication de la pauvreté, et encore moins devenir un moyen détourné de favoriser les entreprises européennes au détriment des politiques de réduction de la pauvreté. Le prochain Cadre Financier Pluriannuel (2013-2020) de l'UE devrait refléter cette priorité;
- soutenir activement le Comité sur la Sécurité Alimentaire et le doter de ressources adéquates afin de lui permettre de remplir pleinement son rôle en matière de gouvernance alimentaire mondiale, de lutte contre la faim et contre la malnutrition, tout en appelant les autres membres de la communauté internationale à en faire de même.

# MENACE CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

*Les recherches indiquent, que d'ici 2030, le changement climatique provoquera une hausse de 86 % du cours du maïs sur le marché mondial et, combiné à d'autres facteurs, multiplierà par deux le prix des denrées alimentaires.*

## Prendre le leadership sur le climat

Le changement climatique fait peser une lourde menace sur la sécurité alimentaire mondiale, accentuant d'autant les pressions sur un système alimentaire mondial déjà mal en point. Les recherches menées à la demande d'Oxfam dans le cadre de la campagne CULTIVONS indiquent que le changement climatique provoquera, d'ici 2030, une hausse de 86 % du cours du maïs sur le marché mondial et, combiné à d'autres pressions, multiplierà par deux le prix des denrées alimentaires.<sup>20</sup> Au moment même où nous avons plus que jamais besoin de denrées alimentaires pour nourrir une population croissante, le réchauffement du climat viendra freiner les améliorations en matière de rendement. Simultanément, les récoltes seront menacées par l'augmentation de la fréquence et de la sévérité des événements climatiques extrêmes. D'ors et déjà, en raison de la lente évolution de la période de végétation, les agriculteurs pauvres ont davantage de difficultés à savoir quand semer, cultiver et récolter.<sup>21</sup>

Il est essentiel de sceller un accord global sur le climat qui soit juste, ambitieux et contraignant afin de garantir la sécurité alimentaire mondiale. Le monde ne dispose que d'une courte période propice à l'action avant qu'il ne soit trop tard pour empêcher une hausse vertigineuse et incontrôlable des prix des denrées alimentaires. L'UE a démontré que, lorsqu'elle prend les devants, elle peut faire la différence. Elle l'a fait lorsque, bien avant le reste des membres de la communauté internationale, elle a proclamé l'objectif de maintenir la hausse des températures en dessous de 2° C, ou lorsqu'avant le Sommet de Copenhague, elle a fait connaître ses positions concernant les objectifs financiers à long terme et mis en avant le concept de « *Fast Start Finance* » en faveur du climat. Toutefois, les ambitions de l'UE ont récemment été systématiquement contrariées par les pressions exercées par les industries polluantes européennes et par certains États membres tels que la Pologne et l'Italie. En conséquence, l'influence de l'UE sur les négociations internationales s'est affaiblie, tandis que sa transition vers une économie moins émettrice a été ralentie.

Pour retrouver son rôle de chef de file, l'UE doit concrétiser ses promesses de longue date en matière de réductions des émissions et déboursier les sommes promises destinées à aider les pays pauvres à s'adapter au changement climatique et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Oxfam appelle l'UE à :

- faire passer unilatéralement et inconditionnellement d'ici 2020 son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % à 30 % par rapport au niveau de 1990 ; ceci doit constituer une première étape vers des réductions plus drastiques afin d'éviter une catastrophe climatique ;

- respecter son engagement à déboursier sa part des 100 milliards de dollars annuels promis par les pays développés lors du Sommet de Cancun sur le climat en 2010. Ces fonds devraient provenir de contributions budgétaires – y compris des recettes issues du système européen de commerce des droits d'émissions (ETS). L'UE devrait également présenter un plan pour définir ses objectifs financiers intermédiaires sur la période 2013-2020;
- affecter la moitié de sa contribution financière à l'adaptation au changement climatique et s'assurer que l'appui à l'agriculture durable à petite échelle, et en particulier aux femmes, est fermement intégré à la gouvernance des fonds de lutte contre le changement climatique ;
- adopter une taxe sur les transactions financières (TTF) au niveau de l'UE et plaider en faveur de l'application d'une TTF mondiale et de mesures destinées à lever des fonds dans le secteur du transport international au sein du G20, des Nations Unies et d'autres enceintes internationales telles l'Organisation Maritime Internationale et l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale;
- montrer l'exemple au reste du monde en s'assurant que ses rapports financiers, soumis en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, soient totalement transparents ; les financements de l'UE doivent être additionnels à l'Aide publique au développement (APD) déjà promise, exclure tout financement issu de la compensation des émissions de carbone et ne prendre en compte que les dons et subventions destinés à l'adaptation, à l'exclusion des prêts.

## NOTES

- <sup>1</sup> R. Bailey (2011) 'Cultiver un avenir meilleur: la justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées', Oxford: Oxfam, see [www.oxfam.org/grow](http://www.oxfam.org/grow)
- <sup>2</sup> N. Hossain and R. Eyben et al. (2009) 'Accounts of Crisis: Poor People's Experiences of the Food, Fuel and Financial Crises in Five Countries', Brighton: Institute of Development Studies.
- <sup>3</sup> B. Scott (2011) 'Barclays PLC and Agricultural Commodities Derivatives', London: World Development Movement.
- <sup>4</sup> F. Kaufman (2010) 'The food bubble: how Wall Street starved millions and got away with it', *Harper's Magazine*, July, p. 32.
- <sup>5</sup> Voir à ce sujet la lettre concernant les limites de positions pour les contrats dérivés, écrite par Mr. Kelleher, Président et CEO de Better Markets Inc., à l'attention de Mr. David A. Stawick, Secrétaire de la CFTC, l'organisme de tutelle des marchés à terme des Etats-Unis, datée du 28 Mars 2011. D. Kelleher (2011) 'Position Limits for Derivatives', Washington: Better Markets Inc.
- <sup>6</sup> Les autres initiatives réglementaires à venir comprennent notamment la révision de la Directive sur les Abus de Marché (MAD), la révision de la Directive relative aux Organismes de Placements en Valeurs Mobilières (OPCVM) qui régulent les fonds matières premières et la révision de la Directive sur les exigences en fonds propres (CRD IV).
- <sup>7</sup> International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) (2009) 'Biofuels and Food Security: Implications of an accelerated biofuels production', Vienna: The OPEC Fund for International Development (OFID).
- <sup>8</sup> Action Aid et al. (2010) 'Driving to destruction: The impacts of Europe's biofuel plans on carbon emissions and land', Brussels: Action Aid et al.
- <sup>9</sup> Directive 2009/28/EC du Parlement Européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, JO (2009) L140/16.
- <sup>10</sup> L'analyse des Plans d'actions nationaux en faveur des énergies renouvelables de 23 Etats membres indique que, d'ici à 2020, les agrocarburants représenteront 9,5% du total des énergies utilisées dans les transports et 92% de ces carburants proviendront de cultures alimentaires, telles que les oléagineux, l'huile de palme, la canne à sucre, la betterave et le blé. Action Aid et al. (2010) 'Driving to destruction: The impacts of Europe's biofuel plans on carbon emissions and land', Brussels: Action Aid et al.
- <sup>11</sup> Action Aid (2011) 'Fuelling Evictions – Community Cost of EU Biofuels Boom – Dakatcha Woodlands, Kenya' Brussels: Action Aid.
- <sup>12</sup> R. Bailey, *op. cit.* pp. 28-29.
- <sup>13</sup> *Ibid.* pp. 33 & 35.
- <sup>14</sup> Selon une étude menée par le « Global Subsidies Initiative », en 2008, les transferts financiers effectués en soutien aux agrocarburants conformément aux politiques de l'UE et des Etats membres représentaient 3,01 milliard d'euros. A. Jung, P. Doerrenberg, A. Rauch, and M. Thoene (2010) 'Biofuels – At what cost? Government support for ethanol and biodiesel in the European Union – 2010 Update', Geneva: Global Subsidies Initiatives.
- <sup>15</sup> La Directive sur les énergies renouvelables requiert de la Commission Européenne qu'elle produise un rapport biennal afin d'évaluer l'incidence de la politique de l'UE en matière d'agrocarburants dans les pays en développement, sur les prix des denrées alimentaires, le droit d'usage des sols et le respect des Conventions de l'Organisation Internationale du Travail. La Commission devrait présenter son premier rapport en 2012 et proposer « s'il y a lieu, des mesures correctives, en particulier s'il y a des éléments attestant que la production des biocarburants a un impact important sur le prix des denrées alimentaires ». Art. 17(7), Directive 2009/28/EC, *op. cit.*
- <sup>16</sup> L'aide Européenne destinée à l'agriculture a été calculée à partir de la base de donnée conçue par l'OCDE, dans le cadre de ses recherches sur l'APD, rubrique « APD dans l'agriculture » : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRSNEW> (consulté en Mai 2011), compilant des données de la Commission Européenne et de 15 Etats membres de l'UE (Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Ireland, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suède et Royaume-Uni). Le chiffre d'affaire net de la société Louis Dreyfus est tiré de : LD Commodities – 'About Us – Key figures', <http://www.ldcommodities.com/-About-us-.html> (consulté en Mai 2011).
- <sup>17</sup> Malgré une augmentation, l'APD destinée à l'agriculture continue à représenter moins de 7% du total de l'APD, son plus haut niveau s'élevant à 20,3% en 1983 et son plus bas niveau étant de 3,7% en 2006 (incluant les secteurs forestiers et de la pêche). Calculé à partir de la base de donnée de l'OCDE, CAD5 'Engagements bilatéraux par secteur' : <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=TABLE5> (consulté en Mai 2011).
- <sup>18</sup> COM(2010)127 'Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire'.
- <sup>19</sup> Ce débat a lieu dans le cadre de la publication de la prochaine Communication de la Commission sur le Futur de la politique européenne de développement, prévue à l'automne 2011.
- <sup>20</sup> R. Bailey, *op. cit.* p. 9.
- <sup>21</sup> S. Jennings and J. Magrath (2009) 'What Happened to the Seasons?', Oxford: Oxfam GB.
- \* Pour les montants convertis en euros, le taux applicable au 1<sup>er</sup> juin de l'année en question a été utilisé comme référence en s'appuyant sur des données produites par XE ([xe.com](http://xe.com)). Le chiffre en monnaie originale figure entre parenthèses à la suite du montant converti.

© Oxfam International Juin 2011

Ce document d'information a été rédigé par Marc-Olivier Herman et Lies Craeynest. Oxfam remercie Andrew Burgess, Luca Chinotti, Angela Corbalan, Tim Gore, Jan Kowalzig, Laetitia Tremel, Sander van Bennekom et Myriam Vander Stichele pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter: [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-84814-877-2 en juin 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)),  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)),  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)),  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)),  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)),  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)),  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)),  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)),  
Intermón Oxfam Espagne ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)),  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)),  
Oxfam Mexico ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org)),  
Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)),  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)),  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)) et  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org)).

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une possible affiliation complète :

Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr)

Courriel: [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)